

LA LETTRE DU HERISSON

Bimensuel N°28 . 1^e AOÛT 85

S O M M A I R E

<i>PUBLICITE.....</i>	<i>P. 2</i>
<i>POLLUTION : CONGRES DE STRASBOURG SUR LE DEPERISSEMENT DES FORETS</i>	<i>P. 3 à 5</i>
<i>AMENAGEMENTS : L'ILE DE RE EN SURSIS</i>	<i>P. 6</i>
<i>EUROPE : CONSEIL ENVIRONNEMENT DES 27/28 JUIN 1985</i>	<i>P. 7 à 13</i>
<i>COLLOQUES</i>	<i>P. 14</i>
<i>EN BREF - PUBLICATION</i>	<i>P. 15</i>
<i>STAGES</i>	<i>P. 16 à 18</i>



VOUS VOUS PREOCCUPEZ DU DEVENIR DE NOS FORETS , SUR NOS MILIEUX NATURELS ?

ALORS VOUS AVEZ SUREMENT

BESOIN DE L'UN DES DEUX

LIVRES EDITES PAR LA FFSPN

**FORÊTS
ET PROTECTION
DE LA NATURE**



**FORÊTS ET PROTECTION
DE LA NATURE**

Pour une politique forestière écologique.
La forêt est un capital "pas comme les autres" sur le
quel pèse une pression de plus en plus accrue : faire
pousser mieux, plus vite, exploiter davantage. Les
protecteurs de la nature apportent ici une approche
originale en définissant les conditions satisfaisantes
d'un développement forestier.

191 pages - format 21 x 15.
Photos - schémas - cartes noir et blanc.

couvert en papier couché, 140 g/m², 100 % recyclé, 0,10 € de transport
éditions  rayons



LOISIRS ET TOURISME DE NATURE

Loisirs et Tourisme exigent un environnement de
qualité. Mais ces activités sont aussi parmi les plus im-
portants responsables des dégradations des milieux
naturels. L'accès à la nature est un droit pour tous,
mais la Nature est un "bien" périssable. Comment
concilier Tourisme d'aujourd'hui et transmission de
notre patrimoine ?

265 pages - format 20,5 x 14,5,
Photos - schémas - cartes noir et blanc.

PRIX : 65 F L'UNITÉ + 9,50 FR\$ DE PORT

A COMMANDER À FFSPN

LA CORDERIE ROYALE
BP 263

17305 ROCHEFORT CEDEX

La lettre du liérissou est la publication bimensuelle de la Fédération
Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des
Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. RENASSI

• Rédaction : F.F.S.P.N - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, Villa des Fleurs 92400 COURBEVOIE

pollution

CONGRÈS DE STRASBOURG

SUR

LE DÉPÉRISSEMENT DES FORÊTS

AU CONGRÈS DE STRASBOURG SUR LES PLUIES ACIDES, LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE DEVAIT ÊTRE REPRÉSENTÉE PAR PIERRE DELACROIX. CELUI-CI, IMMOBILISÉ, N'A PAS PU SE RENDRE À CE CONGRÈS ET AVAIT ENVOYÉ LE TEXTE DE SON INTERVENTION. AU CAS OÙ LES ORGANISATEURS DU CONGRÈS, N'AURAIENT PU LE DIFFUSER, NOUS LE REPRODUISONS CI-APRÈS.

Chers amis,

Je vous remercie tout d'abord au nom de la FFSPN de nous avoir invités à l'ouverture de cette conférence au cours de laquelle sera évidemment posé à toutes nos Associations, le permanent problème du "Que faire et comment faire? Que peut-on faire pour freiner, stopper le dépérissement forestier, quel rôle peut jouer la FFSPN et comment ?

Il nous a paru utile, au préalable, de présenter quelques remarques qui nous paraissent, certes, relever du bon sens, mais que - il faut bien le constater - on oublie le plus souvent de rappeler, soit pour ne pas choquer les bonnes volontés ou les partenaires éventuels de l'action, soit pour éviter d'avoir l'air d'enfoncer des portes ouvertes... Je préfère prendre ce dernier risque que de taire des observations qui nous tiennent à cœur.

Notre première remarque concerne au fond un problème d'histoire. A savoir le décalage entre la découverte et l'étude du processus de dépérissement forestier, et l'explosion de l'alarme qui, comme vous le savez, a démarré vers 1980. Ce décalage conduit à s'interroger sur l'attitude réservée, trop prudente au gré de certains, de très nombreux spécialistes concernés par le problème.

La deuxième remarque vise notre rapport au pouvoir qui est au cœur des préoccupations des Associations. Notre action dans ce domaine, et son efficacité, dépendent à coup sûr de la cohérence et de la convergence de nos propos, critiques et suggestions. Or, force est de constater que si les contradictions et les cacophonies gouvernementales et industrielles ne manquent pas, le chœur des Ecolos, de part et d'autre des frontières, laisse transparaitre de nombreuses divergences. Celles-ci sont bien sûr exploitées par les lobbies qui se soucient fort peu de protection forestière. Et il est donc impératif d'éclaircir entre nous ces divergences comme de définir une stratégie plus cohérente. Nous espérons que ces 2 jours de travail iront dans ce sens.

Sur le premier point, je souhaiterais faire quelques rappels. Tout d'abord concernant la complexité de la question. Nous savons pour la plupart que l'on a d'abord parlé de pluies acides. Suite à l'effet dramatique des précipitations acides en Amérique du Nord-Est, en Scandinavie et en Europe Centrale (Tchécoslovaquie), c'est cet aspect, lié aux rejets de combustion principalement industriels, qui focalisa l'attention. Le problème est devenu plus complexe lorsque, pour dépolluer localement et les protecteurs de la Nature y sont pour quelque chose ! - on a trop souvent choisi de rejeter plus loin en rejetant plus haut... C'est l'époque, vers les années 75, où on surélève les cheminées, pour diluer en haute atmosphère. On n'a pas ainsi contribué à simplifier le problème, bien au contraire ! Au fur et à mesure que l'on approche des années 80, des signes avant-coureurs inquiétants apparaissent. Telles l'explosion de la maladie de l'orme, déjà installée depuis 10 ans, au moins chez nous. Et puis, depuis 1980/81, et surtout 83, c'est l'alarme générale. Sonnée avec une vigueur extrême et bien compréhensible par nos amis d'outre-Rhin, elle contribue, par sa force même, à polariser l'attention et du public, et des responsables de tous niveaux ou de toute nature, sur la forêt des pays Rhénans et de l'Europe Moyenne. Comprenez bien, chers amis allemands, qu'il n'est pas question pour nous, à travers cette remarque, de sous-entendre que vous exagérez les dégâts chez vous, ou que vous gueulez trop fort ! Mais incontestablement, cette focalisation de l'attention générale sur vous sert involontairement une sorte de contre-stratégie, de contre-écologie, en faisant perdre de vue la globalité (au sens fort !) du problème... Car si vos sapins meurent, les ormes sont déjà morts, ici comme en Amérique, et on observe le dépérissement du platane, de l'olivier sur le pourtour de la Méditerranée et celui du palmier dans le monde caraïbe. Ici même en France, le tumulte s'est fait autour du Massif Vosgien, tandis que l'on tenait pour nul et non avenue que d'autres massifs forestiers fussent touchés. Mais aujourd'hui, on est bien obligés de reconnaître

que d'autres massifs sont effectivement touchés, que les Cévennes, que les Pyrénées sont touchées... Mais on ne le reconnaît que contraints et forcés, le nez dessus - et encore ! Si l'on prend l'exemple du Massif Pyrénéen, on constate que les observations de dépérissement ont été faites sur quelques parcelles du Luchonnais depuis 1960. Mais il a fallu attendre 1981 pour qu'une botaniste de Toulouse puisse entreprendre des recherches qui se poursuivent aujourd'hui. Et pourtant, dans le bilan 84 présenté par M. BAZIRE, de l'I.F.N. on peut lire qu'en 85 "la possibilité de créer un ensemble (de placettes d'observation) Ile-de-France et un ensemble Pyrénées-Centrales est actuellement à l'étude !!" "Rassurons-nous", précise d'ailleurs dans sa présentation officielle du rapport de MR René SOUCHON, secrétaire d'Etat à la Forêt, et nous nous souvenons ainsi que bien d'autres avec MR BOUVAREL, encore en 1983, n'aient les dégâts constatés en France par Reichelt ; ou les minimisent, comme MR BONNEAU, qui écrit dans un document récent que "l'existence de la Forêt vosgienne, contrairement à ce que peuvent laisser croire certains propos alarmistes mal fondés, n'est pas en cause". Nos amis alsaciens apprécieront ! Alors qu'elle est la part de la prudence scientifique nécessaire et normale, et celle du refus de voir, de remettre en cause, de soulever des problèmes, dans ces attitudes ?

Certes, dès qu'on va plus avant dans cette recherche, on sait que l'on aborde des phénomènes très complexes. On évite d'ailleurs maintenant de se limiter au terme de pluies acides, en raison même de cette multiplicité des causes. Et puis, il y a peut-être aussi, sinon pour justifier, du moins pour expliquer la réserve de certains, le fait que le dépérissement forestier n'est pas un phénomène tout à fait nouveau. On connaît le rythme trentenaire (30 ans) observé depuis 1860, et nos amis allemands connaissent ces observations sur le dépérissement du sapin, dans l'Est de l'Allemagne vers 1860, puis en Saxe vers 1890, puis dans la zone Nord Sud/Rhénan en 1920. Enfin, la chute de croissance survenue en 1950 est observée par nombre d'entre vous.

Le changement c'est que depuis 1951, cette chute de croissance a persisté, s'aggrave, et nous connaissons la suite, l'explosion, la catastrophe aux allures exponentielles depuis 1980. Mais là encore, si on prend conscience de ce que les études, multipliées et accélérées depuis lors, révèlent de difficultés à trouver les véritables coupables ou plutôt les relations entre les coupables... On en connaît déjà plusieurs industries chimiques, transports, centrales électrogènes... Mais on découvre sans cesse des synergies et des interactions inattendues. Par contre, on ne comprend pas, on n'admet pas, le refus de chercher ! Que dis-je ! le refus de voir, de regarder... On ne comprend pas, on ne doit pas admettre cette idée de certains qui, avec MR

SOUCHON, affichent que "On ne doit pas déduire (du problème des Vosges) que l'ensemble de la forêt française suit déjà un sort identique". Non seulement c'est une attitude plus propre aux autruches ou aux secrétaires d'Etat normalement constitués (nous semble-t-il) mais, on l'a rap-pelé, jour après jour, les témoignages s'ajou-tent pour montrer que le danger concerne vrai-semblablement l'ensemble du capital forestier français. La FFSPN ajoute même : et pourquoi la forêt seule ? Certes, pour des raisons que nous connaissons, elle est touchée d'abord. Mais nos amis scandinaves ont déjà montré que les zones de cultures aussi sont acidifiées et bien sûr, la chimie agricole y a son rôle. Mais comment ignorer l'interconnexion de tous ces milieux ? C'est la raison pour laquelle nous affir-mons ici la nécessité de ne pas se tromper de cible en ne traitant de façon privilégiée qu'un seul adversaire, un seul problème : la maladie des forêts de l'Europe Centrale. C'est, ce sont, selon toute vraisemblance, l'ensemble des Milieux Naturels qui sont gravement atteints. Et la mort des forêts est le premier acte visible d'une série qui risque d'être infiniment plus grave que la grande peste noire de 1348 ne le fut pour la démographie de l'Europe... Qu'on ne nous taxe pas de catastrophisme. C'est simplement de la lucidité, pour ne pas dire du sens.

.....

Sur le second point - notre stratégie face aux pouvoirs. Il importe également d'essayer de dégager une sorte de consensus.

Tout d'abord, nous semble-t-il, accepter de reconnaître que tous les pays n'ont pas le même type de participation aux origines du problème, c'est-à-dire de la pollution. Il y a consensus pour reconnaître le rôle majeur de la pollution atmosphérique. Mais il cesse dès lors qu'il s'agit de la réduire. Vous mettez le plus souvent en accusation la pollution automobile d'abord. C'est en tout cas ce qu'en retiennent les Médias et le public. Mais monsieur tout-le-monde qui a quelque bon sens et qui connaît un peu les statistiques rappelle le rapport entre les grandes vitesses et la pollution automobile. Et il a eu vite fait de conclure qu'avant de faire tout ce cirque sur les catalyseurs, on aurait probablement été plus efficace et plus vite au but, en limitant les vitesses - et non seulement sur les autoroutes allemandes, mais partout en Europe. Limiter, là où ce n'est pas fait. Et partout, baisser les maximas. Nous-mêmes, FFSPN, avons reformulé cette demande ce mois de mai à Grenoble à Madame BOUCHAR-DEAU. Il faut bien admettre, même si c'est in-fondé, que des mesures partielles, si justifiées fussent-elles, créent des suspicions et des réflexes nationalistes qui sont infiniment dommagea-bles pour les causes que nous défendons. Ainsi, s'il est impératif que les Français adoptent au

plus vite les mesures concernant l'essence sans plomb et les modifications des véhicules, il ne l'est pas moins que cesse le refus de l'Allemagne de limiter des vitesses autoroutières, comme celui de Madame THATCHER, de réduire les émissions de ses centrales ^{électrogènes} et de façon plus générale, de ses vieilles installations industrielles. A nous tous, de tenter de définir des méthodes pour faire adhérer les publics européens à ces objectifs... Dans le cadre plus strictement français, nous devons exiger et obtenir la mise en place d'une surveillance de l'ensemble de la forêt française : soit généraliser les placettes d'observation, soit développer la prise en compte d'autres éléments susceptibles d'apporter une information sur l'état sanitaire du milieu. Par exemple, sur un point précis : est-il admissible, alors que de remarquables travaux conjoints de l'Université, du Muséum, de l'INRA Orléans et de l'Université de Rouen, aient démontré le caractère d'indicateur de santé (ou inversement de révélateur de pollution) des lichens ^{épiphytes}, que cette possibilité d'analyse reste du domaine de la recherche, 7 ans plus tard ? Ajoutons que dans le même temps, on dépense des milliards lourds pour mettre en place des mégaréseaux de télédétection... Bref, on ne peut qu'être surpris de l'acharnement mis en France à prendre la température du malade, alors que le diagnostic est largement déterminé, et aux dépens des prises de décisions quant aux remèdes... A quoi bon une recherche scientifique, si l'utilisation qui en est faite nous donne toujours une guerre de retard ?

Quant à nos hommes politiques-et aux vôtres, chers voisins-ils sont, et cela se comprend, obsédés par la croissance économique, par l'emploi et il s'y ajoute, venant des milieux d'affaires, une toujours constante et compréhensible recherche du profit maximal. Mais je voudrais rappeler ici que le coup de frein au nucléaire civil américain à partir de 1974-78 est venu du coût trop élevé (et donc du profit trop faible) et de l'immobilisation excessive de capital de cette industrie. De même, ce que malheureusement ni les écologistes français et européens, ni les morts de nos camarades à Creys Malleville n'ont réussi à obtenir, c'est-à-dire, la remise en question des surrégénérateurs, l'endettement d'E.G.F. et les calculs de ses comptes y sont parvenus en 1985. On nous enlèvera pas de l'idée qu'un des leviers les plus efficaces pour remuer l'apathie de nos dirigeants et de la population tout entière reste le langage du porte-feuille. Il suppose que nous sachions convaincre : la Forêt, c'est combien d'emplois, combien de matière première ? Combien de nos besoins, de nos balances ? Si elle n'y est plus, cela nous coûtera combien ? En emplois, en fric, en eau ? etc ... Il nous faut sortir de cette espèce

de ghetto d'ornithologiste, de biologiste, de naturaliste, où beaucoup, beaucoup d'entre nous se laissent volontiers enfermer ! Il faut assiéger les économistes, travailler avec eux, construire une argumentation, et globalement ! Et c'est après, et grâce à elle, avec elle, qu'il faudra agir, faire pression nous aussi. Le plus souvent localement, sur les lobbies de la bagnole, de la chimie, etc... Il ne devrait pas non plus échapper à nos mémoires que lors de la crise de l'énergie, les industriels ont été pour la plupart parmi les premiers à faire leurs idées, et que dans le combat que nous livrons, il serait souhaitable de mettre un peu moins de manichéisme. Il ne nous échappe pas que le caractère d'urgence de la situation actuelle nous pousse à tenter d'obtenir des décisions importantes le plus rapidement possible, bref que l'on n'a pas le temps de discuter. A cela nous répondons que, malgré toute la tristesse ou la colère qu'on peut en ressentir, les sociétés présentent toutes, à travers l'histoire, une inertie une résistance au changement, qui est le plus souvent considérable. Qu'on tente par tous les moyens de la réduire est souhaitable. Mais il vaut mieux être lucides et réalistes, et considérer que le changement sera d'autant mieux et d'autant plus vite accepté qu'il sera ressenti comme justifié, autant socialement et économiquement qu'écologiquement, du point de vue de l'Environnement naturel.

.....

La FFSPN, dans le "créneau" qui est le sien, tentera de participer, par ses compétences et son réseau associatif, à cet effort de sensibilisation, d'information, de motivation, et d'intervention à tous les niveaux possibles pour mettre en oeuvre les décisions qui ne manqueront pas d'être prises dans le cadre de cette conférence.

Pierre DELACROIX

Secrétaire Général adjoint de la FFSPN

Coordonnateur du Réseau "Forêts".

—aménagements—

L'ILE DE RE EN SURSIS

L'île de Ré ne deviendra pas la proche banlieue balnéaire de La Rochelle et elle pourra encore respirer tranquillement dans son contexte insulaire... Au moins pour quelque temps.

En fait, le tribunal administratif de Poitiers a annulé le 3 juillet dernier arrêté de déclaration d'utilité publique du futur point de l'île de Ré, signé le 24 Août 1984 par le préfet de la Charente Maritime.

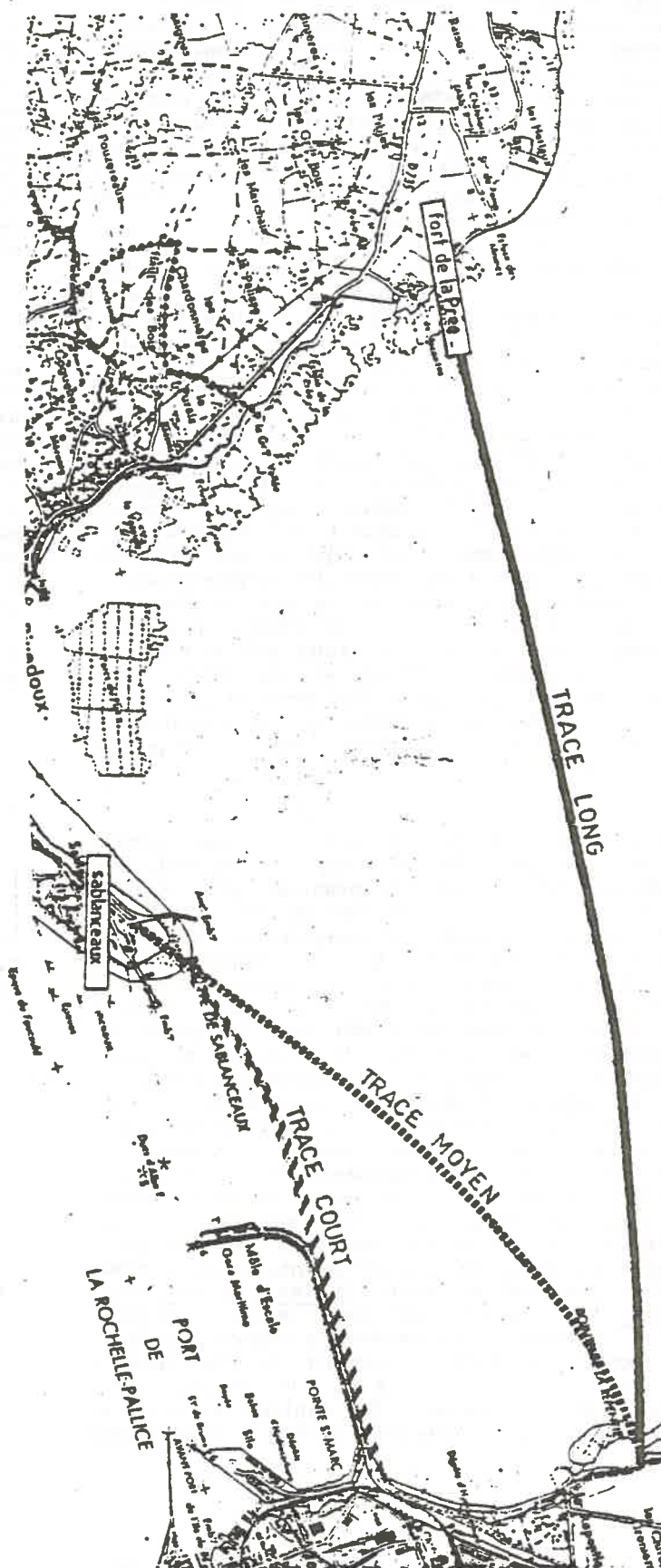
La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et les Amis de la Terre qui, avec d'autres associations et comités de riverains, ont attaqué cet arrêté pour l'insuffisance des études d'impact et la partialité de l'enquête publique se rejouissent de voir leur action couronnée de succès.

A présent, une nouvelle enquête publique sera donc nécessaire et elle devra se dérouler conformément aux nouveaux textes sur les enquêtes publiques du 23 avril 1985.

Cela permettra peut-être d'avoir une idée plus réaliste de l'ensemble de frais inhérents à cette opérations.

Communiqué de presse du 5 juillet 1985.

TRACE DES PONTS.



europe

CONSEIL ENVIRONNEMENT DES 27/28 JUIN 1985

GAZ D'ÉCHAPPEMENT DES VOITURES

HUIT SUR DIX ETATS MEMBRES ONT MIS LEUR ACCORD SUR LE COMPROMIS SUIVANT, PROPOSÉ PAR LA COMMISSION :



LES TERMES DE L'ACCORD

Les Ministres se sont tout d'abord engagés à ne pas modifier, sauf extrême urgence, l'accord (1) qui était intervenu entre eux le 20 mars sur le principe d'imposer les normes européennes selon un calendrier différent pour trois catégories de voitures définies d'après leur cylindrée (2 litres et plus, entre 1.4 et 2 litres, moins de 1,4 litre). Leurs seules discussions devaient ainsi porter sur les normes d'émission elles-mêmes suggérées par la Commission pour les émissions de CO, de HC et NOx, et de NOx seuls à appliquer aux trois catégories de voitures. Pas de problèmes pour les voitures de grosse cylindrée qui se verront appliquer les normes telles que proposées par la Commission aux dates déjà 'approuvées' et seront donc obligées d'être munies d'un pot catalytique.

Au contraire des voitures de moyenne cylindrée, pour lesquelles les divergences tournaient depuis des mois autour de la seule question de leur imposer oui ou non le même pot catalytique. La R.F.A. et le Danemark étant radicalement pour, l'Italie, la France et le Royaume-Uni, radicalement contre, chacun défendait ses intérêts économiques et autres. Trop de choses en jeu ont montré qu'aucun 'accord' n'aurait été possible si l'on avait maintenu la norme européenne proposée par la Commission pour les émissions

de NOx seuls des voitures de cette catégorie. Restait alors une 'solution', la rayer, l'"oublier" en quelque sorte, du tableau et mettre l'accent sur la norme européenne qui sera à imposer aux émissions combinées de hc et de nox. Une action globale, somme toute, qui a l'avantage d'une part de viser les trois polluants, d'autre part, de proposer une solution plus simple puisqu'une fois cette norme fixée, les Etats membres ont le choix d'être plus sévères pour les HC ou pour les NOx (!) Est-ce de l'harmonisation ?!

Certains experts du Conseil ont souligné que les 8 gr/essai (pour HC + NOx) pour les voitures de moyenne cylindrée pourraient être respectées actuellement par un système combiné de pot d'oxydation (pot catalytique à une voie qui est beaucoup moins cher -de l'ordre de 500 FF contre les 200 FF d'un pot catalytique à trois voies) et d'un moteur à consommation maigre.

NOTE : (1) La Grèce et le Danemark avaient une réserve sur cet accord.



LE CADRE DE L'ACCORD

CATEGORIE DE VEHICULES

Date de mises en application
(au 1er Octobre)

Normes d'émissions
(en grammes/test)

A. plus de 2 litres

1988 pour les nouveaux modèles

25 pour le CO
6,5 pour le HC + NOx

1989 pour les nouvelles voitures

3,5 pour le NOx

B entre 1,4

1991 pour les nouveaux modèles
1993 pour les nouvelles voitures

30 pour le CO
8 pour les HC + NOx

C Moins de 1,4 litre

1 ère Etape

Valeurs intermédiaires

1990 pour les nouveaux modèles

45 pour le CO
14 pour le HC + NO x

1991 pour les nouvelles voitures

6 pour les NOx

II ème étape

Prendre une décision au plus
tard en 1987 sur des normes européennes
qui seront applicables en
1992 pour les nouveaux modèles
1993 pour les nouvelles voitures.

RESOLUTION DU BEE SUR LA POLITIQUE CONCERNANT LES PRODUITS CHIMIQUES
ACTUELS DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

Les représentants ^{des} OGN au Séminaire sur la politique de la Communauté Européenne concernant les produits chimiques actuels, organisé par le Bureau Européen de l'Environnement les 9 - 11 Juin 1985 ;

Soucieux des risques et des tragédies provenant de la fabrication, l'utilisation et l'évacuation des produits chimiques, y compris les intermédiaires et les contaminants ;

Soucieux du fait que la plupart des environ 80 000 substances chimiques actuellement sur le marché ne sont pas ou pas suffisamment testés quant à leurs effets potentiellement contraires à la santé et à l'environnement ;

Conscients que les risques des produits chimiques actuels sont sans doute considérablement sous-estimés ;

Persuadés qu'il est de la responsabilité des gouvernements de se rendre à même de pouvoir s'assurer que les aléas provenant des produits chimiques à risques soient maîtrisés ;

Considérant que la plupart des Etats Membres et la Commission Européenne n'ont pas encore mis au point ou mis en oeuvre une politique préventive d'ensemble sur les produits chimiques actuels, ce qui entraîne la coordination des politiques pour divers secteurs de l'environnement ;

Conscients que le Troisième Programme d'Action d'Environnement (1982-1986) prescrit à la Commission d'établir à intervalles réguliers des listes des substances dangereuses existant actuellement, pour évaluation prioritaire, et d'harmoniser l'évaluation des risques ;

Conscients de la dimension enorme du problème des produits chimiques actuels qui rend nécessaire la coopération internationale afin d'identifier, d'évaluer et de réglementer les produits chimiques à risques le plus rapidement possible et ainsi de les empêcher d'endommager davantage la santé humaine et l'environnement.

Font appel à

A. La Commission Européenne :

- pour enfin mettre en oeuvre la stratégie du Troisième Programme d'Action d'Environnement de la CE concernant les produits chimiques actuels le plus rapidement possible ;
- pour encourager les Etats Membres à mettre au point des approches systématiques, harmonisées, anticipatives et préventives à la gestion des produits chimiques actuels ;
- pour encourager et faciliter la coopération parmi les Etats Membres dans la mise en oeuvre des programmes nationaux, de la CE et internationaux, en particulier de l'OCDE et de l'ISCP sur les produits chimiques actuels ;
- pour passer en revue la législation et les procédures actuelles de la CE afin de déterminer dans quelle mesure elle est adéquate pour permettre la gestion intégrée des produits chimiques dangereux actuels provenant de toutes les sources et dans tous les secteurs de l'environnement ; et pour prendre les mesures nécessaires afin de pallier toutes insuffisances reconnues dans la législation ou les procédures de la CE ;
- pour présenter le projet de directive sur la déclaration d'exportation des produits chimiques interdits ou sévèrement limités au Conseil des Ministres le plus tôt possible ;
- pour améliorer et développer davantage avec l'aide des Etats Membres des bases de données communes ;

B. Le Parlement Européen et le Conseil des Ministres :

- pour augmenter le budget pour la protection de l'environnement à 1% du budget de la CE ; et,
- pour fournir au Directeur Général de la CE pour l'Environnement, la Protection des Consommateurs et la Sécurité Nucléaire un personnel et des ressources supplémentaires afin de leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités dans la mise en oeuvre du programme de la Communauté sur les produits chimiques actuels ;
- pour rendre obligatoire l'Accord sur l'Information et l'Immobilisation aux termes duquel les Etats Membres doivent aviser la Commission de la législation environnementale proposée ;
- pour adopter sans retard les propositions de la Commission Européenne sur les produits chimiques actuels ;

./...

C. Les Etats Membres :

- pour mettre au point et mettre en oeuvre la législation nécessaire en vue d'empêcher le préjudice à la santé et à l'environnement causé par les produits chimiques actuels ;
- pour établir un programme sur la sélection et l'évaluation de ceux des produits chimiques qui constituent un risque potentiel pour les personnes et l'environnement ;
- pour faire en sorte que la législation exige que les fabricants, les commerçants et les utilisateurs industriels avisent le gouvernement de leur propre initiative de toute indication qu'ils puissent avoir au sujet d'un risque ou d'un aléa sérieux provenant d'une substance chimique et remettent au gouvernement à la demande toutes les données qui s'y rapportent ;
- de plus, pour faire en sorte qu'une telle législation permette au gouvernement d'exiger que les fabricants, les commerçants et les utilisateurs industriels des produits chimiques actuels soumettent les informations dont ils disposent et exécutent des tests sur les risques à la santé et à l'environnement dans le cadre d'un programme ;
- pour coopérer avec d'autres Etats Membres, la Communauté Européenne et les organisations internationales (OCDE, ISCP) pour la mise au point et la mise en oeuvre de programmes afin de maîtriser les risques provenant des produits chimiques actuels ; et pour échanger les renseignements obtenus dans le cadre de ces programmes ;

Ce faisant, il y a lieu d'appliquer les principes directeurs suivants ;

- Les fabricants et les commerçants sont responsables des effets néfastes sur l'homme et l'environnement provenant de la fabrication et de l'utilisation des produits chimiques. La réglementation gouvernementale de ces activités ne les dégage pas de cette responsabilité ou obligation légale ;
- Ceux qui sont exposés aux risques provenant de produits chimiques ont droit à :
 - l'accès à toute information se rapportant à l'évaluation de ces risques ;
 - la participation à la prise de décisions sur la maîtrise de ces risques.

En maîtrisant les risques provenant des produits chimiques, il y a lieu de prendre en compte les considérations suivantes :

./....

- le transport d'un produit chimique dans les différents secteurs de l'environnement ;
- les effets synergiques, ecotoxicologiques et à long terme ;
- l'utilité du produit chimique et la disponibilité d'alternatives moins risquées ;
- la maîtrise de ces risques dans les pays tiers, en particulier dans les pays du tiers monde où il peut ne pas exister de systèmes adéquats de contrôle.

+ + + +

MINISTERE de l'ENVIRONNEMENT

Direction de la prévention des pollutions

Pour développer la prévention des risques et la lutte contre les pollutions et nuisances provenant des activités économiques, le **MINISTERE de l'ENVIRONNEMENT** récompense chaque année les meilleures réalisations et études qui lui sont soumises.

PRIX :

- du Conseil Supérieur des Installations Classées d'un montant de 50 000 F

récompense la réalisation des procédés ou dispositifs, visant à supprimer ou à réduire les risques et nuisances résultant directement ou indirectement des activités industrielles ou agricoles relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement*.

- Raymond Delaby d'un montant de 20 000 F

récompense l'auteur de mémoires ou d'ouvrages en rapport avec l'application de la législation ou de la technique des installations classées.*

* Le règlement complet de ces deux prix figure à l'arrêté du 28 août 1984 (J.O. du 5 septembre 1984). Pour d'autres renseignements : **Service de l'Environnement Industriel (1) 758.12.12 poste 3183**. Les mémoires des candidats doivent être adressés au Président du Conseil Supérieur des Installations Classées, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex **avant le 1^{er} octobre 1985**.

colloques

PRIX 1984

DU

CONSEIL SUPERIEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

En 1984, le Prix du Conseil Supérieur des Installations Classées a été décerné à Monsieur Jack RAMPIGNON qui a conçu et réalisé un appareil pour l'épuration des eaux chargées en solvants chlorés, provenant d'ateliers de nettoyage à sec. Cet appareil permettra de mieux traiter la pollution provenant de nombreux petits ateliers et souvent rejetée dans des collecteurs d'assainissement municipaux.

Le prix Raymond DELABY a été accordé à Institut Français des Boissons, de la Brasserie-Malterie pour l'ampleur et la précision de l'analyse de sécurité et de la prévention des risques d'explosion de poussières dans les malteries, les résultats de cette étude pouvant être étendus dans d'autres branches du secteur agro-alimentaire.

SANTE - ENVIRONNEMENT

La Fédération de protection de la Nature et de l'Environnement du Doubs, organise les 9, 10 et 11 octobre prochain à Besançon un colloque national sur le thème :

SANTE ET ENVIRONNEMENT

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION A :

La Fédération de Protection de la Nature et de l'Environnement du Doubs
Centre Pierre Mendès France.
3, Rue Beauregard
21000 Besançon

Tel : (16)(81)80.22.74.

EXPOSITION

"LES METIERS DE LA NATURE

ET DE L'ENVIRONNEMENT"

Conçue et réalisée par l'Association EMPLOI-NATURE, cette exposition présente sous forme de photos-couleur, dessins, textes, un riche panorama des différents métiers.

Après un important travail d'enquête et de documentation, Emploi-Nature publiait en 1984 un livre d'Anne GALEY intitulé "Les Métiers de la Nature et de L'Environnement" (coédité avec STOCK). Alimentée par ce travail préalable, l'exposition est une forme directe et vivante de sensibilisation et d'information. Elle s'adresse en priorité à un public de jeunes, dans le cadre de leur préparation à la vie professionnelle. Mais elle peut aussi bien intéresser les adultes qui cherchent à se reconverter ou qui ont pour charge d'éduquer, d'orienter ou d'informer des jeunes.

Les lieux d'accueil possibles sont multiples : écoles, lycées et collèges, maisons de jeunes, foyers ruraux, collectivités locales et régionales, missions locales pour l'emploi, centres d'information pour la jeunesse, associations de protection de la nature et de défense de l'environnement, maisons de la nature, centres d'initiation à l'environnement etc...

La conception et la réalisation graphiques ont été confiées à des professionnelles : Delphine BRUN (arts déco) et Anne GALEY. Les photos proviennent de l'agence photographique EXPLORER, de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage, de l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie, de l'Agence Nationale pour la Récupération des Déchets, de l'Union Nationale des Protectors de Lupin, ..., et des gagnants du premier concours-photos Marjolaine, organisé avec Nature et Progrès, pour le salon 1984.

L'Association Emploi-Nature a obtenu, pour cette initiative, le soutien du Ministère de l'Environnement et de la Fondation de France.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ASSOCIATION
EMPLOI-NATURE
BP 26
CHATENAY MALABRY
TEL : (1)660.03.37

— en bref — publications

RAJIV GANDHI ACCEPTE UNE MEDAILLE DE L'UICN

M. Rajiv Gandhi, Premier Ministre de l'Inde a accepté la plus haute récompense décernée par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), au nom de sa mère, l'ancien Premier ministre Indira Gandhi. La médaille du mémorial John C. Phillips a été remise à Rajiv Gandhi par Kenton R. Miller directeur général de l'UICN, lors d'une cérémonie organisée lundi 17 juin 1985 à Genève.

Cette récompense qui porte le nom d'un des pionniers de la conservation de la nature est attribuée par l'UICN tous les trois ans depuis 1963, en reconnaissance de services exceptionnels à la conservation.

En Août 1984, peu avant sa mort, Madame Gandhi, a accepté de recevoir cette récompense avec gratitude et plaisir.

Naturaliste douée, dès sa tendre enfance, Indira Gandhi fut, en Inde, le pionnier de mesures pratiques de conservation qui ont encouragé l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, donnant au monde entier un exemple à suivre. C'est ainsi qu'avec l'aide du World Wildlife Fund et de l'UICN, le gouvernement de l'Inde a entrepris et financé le projet tigre en 1973. En Inde, l'espèce avait été réduite au point que l'opinion internationale en fut alertée et que le tigre fut inscrit au Red Data Book (livre rouge des espèces menacées publié par l'UICN).

En douze ans, quinze réserves de tigres ont été créées en Inde, il est prévu d'en ouvrir cinq autres. Le projet tigre a encouragé non seulement la conservation du tigre mais aussi celle de son habitat et des espèces dont il se nourrit. Il a donc ouvert la voie à la conservation d'un grand nombre d'animaux sauvages et de magnifiques forêts de l'Inde. En prenant la présidence du comité directeur du projet, malgré ses lourdes charges officielles, Mme Gandhi a démontré clairement son attachement à ce projet. Le projet tigre a soulevé tant d'enthousiasme que la conservation de la nature occupe aujourd'hui une place entière dans la vie politique et sociale de l'Inde.

Rajiv Gandhi s'est engagé à poursuivre l'oeuvre de conservation entreprise par sa mère et s'est montré sensible à la question en faisant en sorte qu'une fabrique d'engrais qui devait être construite près de la réserve de Ranthambhor soit placée assez loin pour ne faire courir aucun risque à la réserve de tigres.

L'Association pour la Protection et l'Etude de la Nature en Allier (A.P.E.N.A.) lance la souscription pour un ouvrage sur les relations entre le monde avicole et le biotope forêt :

"OISEAUX-FORET"

par Laurent Russias, étudiant à l'Etude Forestière de Meymac (Corrèze). Ce livre comporte trois parties :

- Première partie : La variété aviaire dans les différents types des forêts
- Seconde partie : L'exploitation de la forêt par les oiseaux.
- Troisième partie : Quelques propositions sylvicoles pour l'amélioration du milieu naturel propice à l'installation d'une population d'oiseaux.

Nombre de page : 80

Prix : 35 F

Les commandes et règlements sont à adresser à :

APENA
12 Bis, rue des Moulins
03800 GANNAT

Tarifs dégressifs pour les commandes groupées.



stages

STAGES "MIGRATION-AUTOMNE 1985"

8-13 SEPTEMBRE 1985

A L'ÎLE DE RÉ

Ce stage organisé par la Ligue Française pour la Protection des Oiseaux se veut être un stage de perfectionnement destiné à des personnes ayant déjà une bonne connaissance de base en ornithologie.

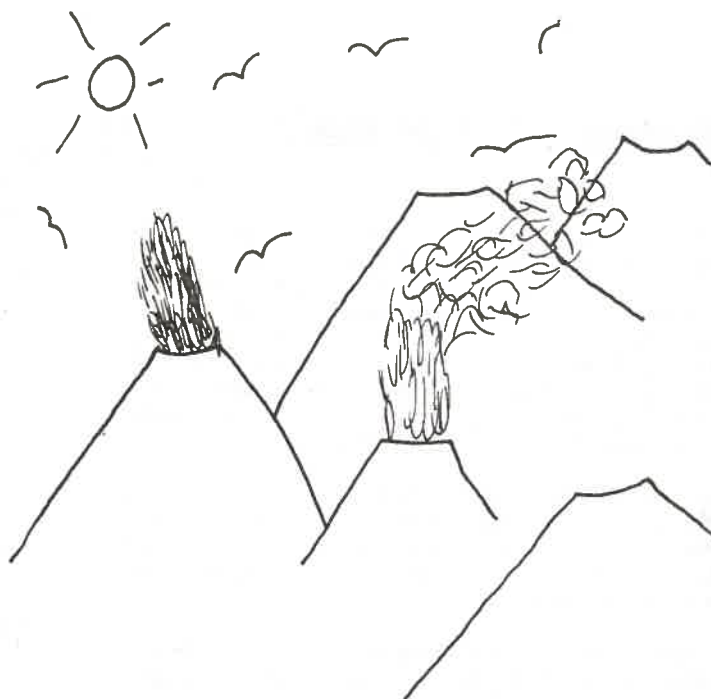
Il a pour but la reconnaissance d'oiseaux et en particulier des passereaux - par les cris que ceux-ci émettent en migration- et d'autre part, les oiseaux de mer et les Limicoles par la silhouette, dans leur comportement posé ou en vol, ainsi que sur des caractéristiques de plumage associées à la distance de l'oiseau. De plus, des séances d'observation en mer et des recensements de Limicoles à marée haute permettront de se familiariser avec les techniques de comptage parfois plus délicates que celles des seuls Anatidés.

Nombre de participants : 15

Prix : 1.200 FRF
1.000 FRF (adhérents à la L.P.O.)
(hébergement et restauration compris)

INSCRIPTIONS

La L.P.O.
La Corderie Royale B.P. 263
17305 Rochefort Cedex
Tel : 16 (46)99.59.97.



14 -19 OCTOBRE 1985

AU COL DE PRAT DE BOUC

(AUVERGNE)

Pour s'initier ou pour se perfectionner en ornithologie, l'association "Espaces et Recherches" vous invite à participer à ce stage qui sera consacré, en particulier, aux divers aspects de la migration post-nuptiales d'oiseaux.

Ce sera aussi une occasion pour découvrir les richesses naturelles du col de Prat de Bouc : ces zones humides, ces plantes rares, sa faune..

Nombre de participants : 15
Prix : 1.150 FRF

INSCRIPTIONS :

Espaces et Recherches
15240 Antignac
Tel : 16 (71)40.21.49. et 40.22.90.



GERER ET COMMUNIQUER POUR LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

GERER LA COMMUNICATION

Dates : 23,24,25,26,27 Septembre 1985

Lieu : Bretagne - LOCTUDY (FINISTÈRE)

Ce stage comporte 2 niveaux -initiation et perfectionnement

Objectifs:

niveau I- acquérir une méthode, un savoir-faire adaptés aux associations d'environnement afin d'améliorer la capacité de l'entreprise à analyser, comprendre, planifier ses activités et de stimuler des stratégies de communication et de créativité avec : le public, les acheteurs potentiels, les subventionneurs, les médias.

niveau II- destiné aux personnes qui possèdent des notions de marketing ou qui ont suivi le stage de CIREY-les-BELLEVAUX (25 février- 2 mars 85). Etude de cas concrets à partir de documents apportés par les participants.

Intervenants

Line BOUVAERT - réalisation publicitaire - OR Communication

Denis ROUSSEAU - conseil en marketing- OR Communication

1er jour

Niveau I - initiation au marketing- gestion stratégique et stratégie de communication des associations d'environnement - travaux pratiques

niveau II - Rappel des différentes notions de marketing- questions relatives aux points qui restent obscurs - travaux pratiques.

2e et 3e jours

Niveau I - la gestion stratégique:
la mission - buts et objectifs - vecteurs de croissance - gestion portefeuille - le diagnostic d'entreprise - système de régulation de la gestion stratégique - travaux pratiques.

Niveau II - étude approfondie : les cibles - l'environnement de l'entreprise - l'étude de marché - la gestion analytique - travaux pratiques à partir de documents apportés par les participants.

4e et 5e jours

Niveau I - articulation de la gestion stratégique et des stratégies de communication - les règles de base de la communication - la copie stratégique - méthodes et techniques de créativité - l'entreprise et son environnement - le budget publicitaire - le plan média - les médias - les supports - notions d'imprimerie - travaux pratiques.

Niveau II - approfondissement et travaux pratiques sur la copie stratégique - l'axe psychologique - création du concept de communication - la construction du manifeste publicitaire.
articulation de la copie stratégique et de la gestion stratégique.

PRIX ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA F.F.S.P.N. : 500 F
ET PERSONNEL DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

AUTRES : 3000 F

VOUS POUVEZ ÉGALEMENT VOUS INSCRIRE AU MODULE GROUPÉ AVANT LE 8 SEPTEMBRE 85. NOUS ATTIRONS VOTRE ATTENTION SUR LE PRIX D'INSCRIPTION À CE MODULE, 1.300 AU LIEU DE 1.500 FRF POUR 18 JOURNÉES DE FORMATION

LES INSCRIPTIONS SONT À ENVOYER A CLAUDINE LOUIS. TOUTE INSCRIPTION QUI NE SERA PAS ACCOMPAGNÉE D'ARRHES (30 % DU PRIX NE POURRA ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME FERME).

• • • SPECIAL — ASSOCIATIONS • • •

ANALPHABETISME

DURANT L'ÉTÉ, LES ASSOCIATIONS ONT SOUVENT L'HABITUDE DE SE METTRE EN "HIBERNATION",

POURTANT QUAND ON CONSULTE LES PROGRAMMES DE CET ÉTÉ, ON CONSTATE QUE CETTE ANNÉE LES ASSOCIATIONS NE VONT PAS CHÔMER,

TANT MIEUX, L'ÉTÉ EST POUR LES FRANÇAIS UNE OCCASION DE RENCONTRER LA NATURE, DE CONSTATER QU'ELLE EXISTE ET QUELQUEFOIS QU'ELLE EST MENACÉE,

L'ESPRIT PLUS LIBRE DE NOS CONCITOYENS EST UNE EXCELLENTE OCCASION DE LES CONVAINCRE QUE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL LES CONCERNE,

CERTAINS ONT PARLÉ "D'ANALPHABÉTISME EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT", L'ÉTÉ EST UNE EXCELLENTE OCCASION DE FAIRE DE L'ALPHABÉTISATION DU GRAND PUBLIC, SAISON L'UTILISER,

JR. LE DUC

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ATTENTION

COMMISSION

CHASSE

LA COMMISSION CHASSE SE RÉUNIRA LE 14 SEPTEMBRE 85 A 9 H 30 AU SIÈGE DE LA F.F.S.P.N.

ORDRE DU JOUR

- COMPTE-RENDU DU COLLOQUE COLIN DE REIMS PAR LES 6 REPRÉSENTANTS DE LA F.F.S.P.N.
- SUITES À DONNER AUX CONCLUSIONS DE COLIN
- CAMPAGNE CHASSE DE NUIT
- PROGRAMME DE TRAVAIL 1985-86

DES DÉCRETS D'APPLICATION DE LA LOI DU 12 JUILLET 1983 RELATIVE AUX ENQUÊTES PUBLIQUES SONT PARUS AU JOURNAL OFFICIEL DU 24 AVRIL 1985. CES DÉCRETS COMPORTENT UNE MODIFICATION DES TRAVAUX SOUMIS À ÉTUDE D'IMPACT. CE SONT :

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------|
| - MINES ET CARRIÈRES | DÉCRET 85-448 (P 4734 A 4740) |
| - INSTALLATIONS NUCLÉAIRES | 85-449 (P 4740 A 4743) |
| - STOCKAGE D'HYDROCARBURES | 85-450 (P 4743 A 4746) |
| - URBANISME (POS, ZAC ETC) | 85-452 (P 4749 A 4751) |
| - ENQUÊTES PUBLIQUES (GÉNÉRALITÉS) | 85-453 (P 4753 A 4763) |

TOUS CES TEXTES SONT RÉUNIS DANS LA BROCHURE N°1586 DU JOURNAL OFFICIEL.

CETTE BROCHURE EST EN VENTE À LA FFSPN UNIQUEMENT À PARIS.

PAR CORRESPONDANCE : 25,00 FRF

SUR PLACE : 18,00 FRF

LE HCE NOUVEAU EST ARRIVÉ !



Le 3 juillet dernier a été mise en perce la pièce du cru HCE cuvée Fabius 85 (pour les non initiés : HCE = Haut Comité à l'Environnement). Huguette Bouchardeau, maître de chais officiait avec sa lucidité et son brio habituels.

Après dégustation (parcimonieuse... c'est la crise !) quelques appréciations d'un goûteur désabusé...

La cuvée 85 a du corps. Sur les 11 associations qui en font partie, 6 sont des associations membres de la FFSPN ou apparentées. Ces associations sont en majorité régionales. Cela prouve que ce que nous faisons n'est pas ridicule et plus il y aura de régionaux à prendre en compte les problèmes nationaux mieux cela vaudra...

Les autres associations sont le COLINE (Comité législatif d'information écologique), le MNLE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement), l'UNCPIE (Union Nationale des Centres permanents d'Initiation à l'Environnement), l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs et l'Union nationale des fédérations des associations agréées de pêche et de pisciculture.

Au premier abord, la cuvée 85 est un peu tristounette. Elle n'est pas empreinte de la gouléance conviviale de la cuvée Mauroy 82. Le Premier Ministre d'aujourd'hui n'a pas jugé utile d'installer lui-même un comité pourtant institué directement auprès de son auguste personne. Son prédécesseur l'avait fait (n'est-ce pas la moindre des choses ?).

Par ailleurs, Monsieur le Premier Ministre n'avait pas estimé nécessaire de diligenter, (comme son prédécesseur), ses officiers de bouche pour restaurer et rafraîchir des hôtes après cette séance inaugurale. Cependant il faisait chaud sous les lambris dorés de Matignon... Enfin le dossier remis aux membres du HCE était des plus rudimentaires.

Même si l'on n'est pas outre mesure attaché aux biens de ce monde, on peut s'interroger. S'agissait-il d'un effet de la crise (il ne faut pas user un fringant Premier Ministre et donner gratuitement à quelques pékins réunionnaires du bon champagne et des petits fours..) ou de la manifestation publique d'un désintérêt certain pour la chose environnementale ?

La cuvée 85 devra vieillir, c'est certain. Sont prévus quelques additifs, commissions et sous commissions déjà utilisés en partie pour la

cuvée 82. On trouve en bonnes doses : "Information et Comptes du Patrimoine" (Président : Robert TOULEMON) ; "Environnement et nuisances sur les lieux de travail" (Présidente : Lydia BROVELLI) ; "Environnement et gestion de l'espace rural" (Président René LOYAU) ; "Environnement et équilibre des espèces et des milieux" (Président provisoire (*) : Jean-Pierre RAFFIN). Un nouvel adjuvant sera autorisé : "Economie et Environnement" (Président Jean-Pierre JOSEPH) composé à 50 % de "Développement économique et Environnement" (Responsable : Yves MERILLON) et 50 % de "Recherche et Formation en Environnement" (Responsable Yves PIETRASANTA).

L'addition de : "Environnement et Sensibilisation de l'opinion sur l'environnement" est arrêtée suite aux rigueurs du Parlement Européen.

Son président, Alain BOMBARD, avait en effet réussi la performance d'être en général absent lors des réunions de sa commission. Strasbourg occupe beaucoup, paraît-il. Les motifs analogiques de la cessation d'emploi d'"Environnement et relations entre élus et associations" qui était présidée par Madame Marie JACQ, restent peu clairs.

Cette première dégustation de la cuvée 85 fait ressortir toutes les ambiguïtés du cru HCE. Si l'on en croit quelques-unes des normes qui définissent cette appellation "il dégage des orientations pour la politique de l'environnement en tenant compte des orientations générales des politiques de développement économique et social et d'aménagement du territoire" et "il peut être consulté sur les grands projets d'intérêt général".

Sur le premier point, force est de constater que l'"environnement" est conçu comme le coup de peinture verte destinée à enjoliver les choses sérieuses. On badigeonne mais il n'est pas question d'intégrer (même économiquement). L'expérience montre que bien souvent les orientations sont dégagées avant que le HCE ne soit consulté.....

Pour le second point une observation objective montre que les avis pourtant peu subversifs du HCE n'ont guère été suivis d'effets (aménagement du Haut-Rhône, aménagement de la Creuse, Pont de l'Île de Ré etc ...)

La fin de la dégustation a été marquée d'un épisode amusant et peut-être révélateur. Jean-Claude ROURE, maître de chais adjoint, délégué à la qualité du vin fit part du problème suivant. Le président de la FFSPN, élu avec 2 autres personnes par les associations du HCE pour siéger au Conseil National de la Vie Associative (CNVA) avait démissionné du dit Conseil en octobre 1984. (Cf la lettre du Hérisson n° 18 du 15 Février 1985).

Le CNVA demandait de manière urgentissime (après 8 mois de silence...), paraît-il, qu'il soit procédé au remplacement du démissionnaire. Il convenait donc selon le délégué à la qualité du vin, que le HCE procède sur le champ à la désignation de ce remplaçant. Huguette BOUCHARDEAU, maître de chais, demanda s'il y avait un candidat des associations. Ce à quoi, l'auteur de ces lignes fit valoir que les associations n'ayant pas été informées au préalable de ce que cette question serait inscrite à l'ordre du jour, elles pouvaient difficilement présenter un candidat. Les choses en restèrent là. Pour la petite histoire, il est bon de préciser que l'un des nouveaux représentants d'associations nommés au HCE avait été directement sollicité par la Délégation à la Qualité du Vin de présenter sa candidature sans être informé pour autant ni des tenants et aboutissants ni de la procédure utilisée antérieurement pour élire les représentants du HCE au CNVA. Avec sagesse, il ne présenta pas sa candidature. Par ailleurs, le mandat des représentants du HCE au CNVA étant arrivé à échéance le 24 octobre, c'était l'ensemble de ces représentants qu'il convenait de réélire. La cuvée 85 par grande chaleur peut vite tourner au vinaigre...

Alors ? Faut-il conseiller ? Faut-il déconseiller l'achat de HCE cuvée 85 ? Si vous avez l'esprit aventureux, si vous avez du temps, oui !. La cuvée 85 peut être un divin miracle si vous l'entourez de soins constants. Si vous souhaitez gérer votre patrimoine en bon père de famille et ne savez pas très bien comment répondre aux sol-

licitations multiples (la concertation est en hausse en ces temps préélectoraux), prenez-en quelques bouteilles et soignez-les avec patience. On ne sait jamais...

Maintenant, n'oubliez pas que leur dégustateur auteur de ces lignes n'est pas Tastevin. Il peut avoir eu les papilles gâtées par un abus de cuvée 82...

JP RAFFIN.

NB : J'avais fait savoir au Ministère de l'Environnement (septembre 84, février 85) (lettre du Hérisson N°10, 15 Octobre 1984) que je n'assurerais plus de présidence de commission si je ne pouvais bénéficier des conditions matérielles permettant d'assumer cette tâche. L'expérience passée m'a montré que l'investissement en temps nécessaire à ce travail s'était monté à l'équivalent d'un demi-service (normes Savary) pour les années 83-84. Le Ministère de l'Environnement s'est engagé en juin 1985 à trouver une solution avec le Ministère de l'Education Nationale. La décision d'abandon de la Commission a donc été suspendue. Si aucune suite concrète n'est intervenue d'ici le début du mois de septembre 85, je cesserais d'assumer la responsabilité de la commission "Environnement et équilibre des espèces et des milieux".

IMPORTANT

Les représentants des associations de la FFSPN et leurs suppléants pourraient-ils envoyer rapidement à JP. RAFFIN les coordonnées où il est possible de les joindre en cas d'urgence (adresse personnelle, téléphone personnel et professionnel). Un document rassemblant les éléments sera établi et leur sera ensuite adressé.

LES MISSIONS DU HCE

Art. 1. — Le haut comité de l'environnement, institué auprès du Premier ministre, est présidé par le ministre de l'environnement.

Art. 2. — Le haut comité connaît des problèmes de l'amélioration du cadre de vie, et notamment de la lutte contre les pollutions et nuisances de toutes sortes, de l'évolution des équilibres écologiques, de la protection de la nature, de la maîtrise des paysages et de tous autres éléments qui concourent à la qualité de l'environnement de l'homme.

Il dégage des orientations pour la politique de l'environnement en tenant compte des orientations générales des politiques de développement économique et social et d'aménagement du territoire. Il est consulté sur les objectifs du Plan. Il exerce une mission de prospective. Il peut, à cet égard, faire toute proposition au Gouvernement concernant les études et les actions à entreprendre.

Il s'attache, dans ses propositions, à prendre en compte le développement de la participation des citoyens à la protection de l'environnement et propose les mesures de nature à développer cette participation aux différents niveaux territoriaux.

Il propose les grandes lignes d'une information claire, fondée en particulier sur les connaissances scientifiques, et les éléments d'une politique de formation des jeunes et des adultes aux problèmes d'environnement.

Il peut être consulté par les administrations responsables sur les projets de textes législatifs et réglementaires ayant une incidence sur l'environnement, ou sur leurs projets de réforme importante dans ce domaine. Il est consulté sur les grands projets d'intérêt national dont le ministre de l'environnement est saisi pour avis.

Il est consulté lors de la préparation du rapport annuel sur l'état de l'environnement.

LA NOUVELLE COMPOSITION DU HCE

Le Premier ministre,

Vu le décret n° 82.458 du 28 mai 1982 relatif au Haut Comité de l'environnement, et notamment ses articles 3 et 4,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le Haut Comité de l'environnement, institué auprès du Premier ministre, est présidé par le ministre de l'environnement.

Art. 2. — Sont désignés en qualité de représentants des administrations centrales et grands services publics comme membres du Haut Comité de l'environnement :

Sur proposition du ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire :

— le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, titulaire ;

— le commissaire au Plan, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

— le directeur du budget, titulaire ;

— M. Bureteanu (Henri), administrateur civil à la direction du budget, suppléant.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

— le directeur de l'administration générale et de l'équipement, titulaire ;

— M. Anquetil (Michel), magistrat à l'administration centrale de la justice, directeur de l'administration générale et de l'équipement, suppléant.

Sur proposition du ministre des relations extérieures :

— le directeur des affaires économiques et financières, titulaire ;

— le chef du service des affaires générales à la direction des affaires économiques et financières, suppléant.

Sur proposition du ministre de la défense :

— le directeur de la fonction militaire et des affaires juridiques, titulaire ;

— le sous-directeur du domaine et de l'habitat, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation :

— le directeur général des collectivités locales, titulaire ;

— M. Debry (Bernard), chef du bureau des interventions économiques et de l'aménagement du territoire, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'agriculture :

— le directeur de l'aménagement, titulaire ;

— le directeur des forêts, suppléant.

Sur proposition du ministre du redéploiement (industriel) et du commerce extérieur :

— le directeur général de l'industrie, titulaire ;

— le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale :

— le chef de la mission de l'action culturelle et des cultures et langues régionales, titulaire ;

— M. Viviani (Robert), professeur, consultant scientifique auprès du directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports :

Au titre de l'urbanisme :

— le directeur de l'urbanisme et des paysages, titulaire ;

— le chef du service de l'espace et des sites, suppléant.

Représentant la confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.) :

M. Quieffin (François), titulaire ;
M. Merillon (Yves), suppléant.

Représentant la confédération française de l'encadrement (C.F.C.E.) :

M. Traversé (Bernard), titulaire ;
M. Fleury (Michel), suppléant.

Représentant la confédération générale du travail (C.G.T.) :

Mme Brivetti (Lylian), titulaire ;

Au titre des transports :

- le directeur des affaires économiques, financières et administratives, titulaire ;

- M. Beaubillard (Gilbert), chargé de mission auprès du directeur des affaires économiques, financières et administratives, suppléant.

Sur proposition du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- Mme Aubry (Martine), directeur des relations du travail, titulaire ;

- M. Jezequel (Claude), sous-directeur des risques professionnels, suppléant.

Sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie :

- le chef du département Espace-Océan-Environnement, titulaire ;

- M. Cricette (Jacques), chargé de mission, suppléant.

Sur proposition du ministre de la culture :

- le directeur du patrimoine, titulaire ;

- Mme Rux (Claude), chargée de la mission Relations extérieures auprès du directeur du patrimoine, suppléant.

Sur proposition du ministre délégué à la jeunesse et aux sports :

- le directeur du temps libre et de l'éducation populaire, titulaire ;

- le sous-directeur de l'innovation sociale, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation :

- le directeur de la consommation et de la répression des fraudes, titulaire ;

- le chef du département du développement de la vie associative, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie :

- le directeur général de l'énergie et des matières premières, titulaire ;

- le directeur du gaz, de l'électricité et du charbon, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé :

- le directeur général de la santé, titulaire ;

- le sous-directeur de la prévention générale et de l'environnement, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer :

- le chef de la section Action de l'Etat en mer de la mission Interministérielle de la mer, titulaire ;

- le commissaire principal de la marine Laurens (Olivier), suppléant.

Sur proposition du directeur général de l'Office national des forêts :

- le directeur général, titulaire ;

- le directeur technique, suppléant.

Art. 3. - Sont désignés, sur proposition du ministre de l'environnement, en qualité de personnalités exerçant un mandat électif, comme membres du Haut Comité de l'environnement, pour une période de deux ans :

M. Fuchs (Jean-Paul). M^{me} Nebout (Jacqueline).
M^{me} Jacq (Marie). M. Pietrasanta (Yves).
M. Joseph (Jean-Pierre). M. Siasi (Bernard).
M. Larbiou (Yves). M. Vatin (Camille).
M^{me} Liénemann (Marie-Noëlle).

Art. 4. - Sont désignés, sur proposition du ministre de l'environnement, en qualité de personnalités exerçant un mandat syndical, comme membres du Haut Comité de l'environnement pour une période de deux ans :

M. Poupon (Gilles), suppléant.

Représentant la confédération générale du travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.) :

M. Soustre (Louis), titulaire ;

M. Totonis (Gilbert), suppléant.

Représentant la fédération de l'éducation nationale (F.E.N.) :

M. Legrand (Daniel), titulaire ;

M. Morel (Claude), suppléant.

Représentant la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) :

M. Loyau (René), titulaire ;

M. Salmon (Jean), suppléant.

Art. 5. - Sont désignés, sur proposition du ministre de l'environnement, comme membres du haut comité de l'environnement pour une période de deux ans :

M. Bombard (Alain). M. Raynaud (Pierre).
M. Labeyrie (Vincent). M. Rousset (André).
M. Lebrion (Philippe). M. Thutemou (Robert).
M. Magnone (Gildo). M. Tchirik (Serge).
M. Pellerin (Pierre).

Art. 6. - Sont désignés, sur proposition du ministre de l'environnement, en qualité de représentants d'associations, comme membres du haut comité de l'environnement pour une période de deux ans :

M. Samuel (Pierre), président de l'association Les Amis de la terre, titulaire ;

M. Caballero (Francis), membre du conseil d'administration de l'association Les Amis de la terre, suppléant.

M. Holleaux (André), président du comité législatif d'information écologique, titulaire ;

M. Richet (Vincent), délégué général du comité législatif d'information écologique, suppléant.

M. Ratifin (Jean-Pierre), président de la fédération française des sociétés de protection de la nature, titulaire ;

M. Lecolte (Jacques), membre du conseil d'administration de la fédération française des sociétés de protection de la nature, suppléant.

M. Kalinsky (Maxime), secrétaire général du mouvement national de lutte pour l'environnement, titulaire ;

M. Mogenet (Jacques), secrétaire national du mouvement national de lutte pour l'environnement, suppléant.

M. Pelletier (Jacques), président de l'union nationale des centres permanents d'initiation à l'environnement, titulaire ;

Mme Mosnier (Alice), secrétaire générale de l'union nationale des centres permanents d'initiation à l'environnement, suppléante.

M. Martini (Michel), président de l'union nationale des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de pisciculture, titulaire ;

M. Ducret (Olivier), vice-président de l'union nationale des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de pisciculture, suppléant.

M. Huinettin (Jacques), président de l'union nationale des fédérations départementales des chasseurs, titulaire ;

M. Dailant (Pierre), secrétaire général de l'union nationale des fédérations départementales des chasseurs, suppléant.

M. Pierre (Jean-Claude), vice-président de l'union régionale bretonne de l'environnement, titulaire ;

M. Demaure (Jean-Claude), vice-président de la société d'étude et de la protection de la nature en Bretagne, suppléant.

M. Carbiener (Roland), président de l'association fédérative régionale de protection de la nature en Alsace, titulaire ;

M. Wachter (Antoine), secrétaire général de l'association fédérative régionale de protection de la nature en Alsace, suppléant.

M. Yon (Daniel), président du comité de liaison environnement Champagne-Ardenne, titulaire ;

M. Rottel (Jean-Marie), président de nature Haute-Marne, suppléant.

M. Pecherut (René), président de la fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre, titulaire ;

M. Soutier (Jean-Louis), vice-président de la fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre, suppléant.

Art. 7. - Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le secrétaire général du Gouvernement,
Pour le Premier ministre et par délégation, JACQUES FOURNIER

Le Premier ministre,
Vu le décret n° 82-458 du 28 mai 1982 relatif au Haut Comité de l'environnement, et notamment ses articles 3 et 4,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le Haut Comité de l'environnement, institué auprès du Premier ministre, est présidé par le ministre de l'environnement.

Art. 2. - Sont désignés en qualité de représentants des administrations centrales et grands services publics comme membres du Haut Comité de l'environnement :

Sur proposition du ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire :

- le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, titulaire ;
- le commissaire au Plan, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

- le directeur du budget, titulaire ;
- M. Barreteau (Léon), administrateur civil à la direction du budget, suppléant.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

- le directeur de l'administration générale et de l'équipement, titulaire ;
- M. Anquetil (Michel), magistrat à l'administration centrale de la justice, direction de l'administration générale et de l'équipement, suppléant.

Sur proposition du ministre des relations extérieures :

- le directeur des affaires économiques et financières, titulaire ;
- le chef du service des affaires générales à la direction des affaires économiques et financières, suppléant.

Sur proposition du ministre de la défense :

- le directeur de la fonction militaire et des affaires juridiques, titulaire ;
- le sous-directeur du domaine et de l'habitat, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation :

- le directeur général des collectivités locales, titulaire ;
- M. Debry (Bernard), chef du bureau des interventions économiques et de l'aménagement du territoire, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'agriculture :

- le directeur de l'aménagement, titulaire ;
- le directeur des forêts, suppléant.

Sur proposition du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur :

- le directeur général de l'industrie, titulaire ;
- le directeur de la qualité et de la sécurité industrielles, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale :

- le chef de la mission de l'action culturelle et des cultures et langues régionales, titulaire ;
- M. Vivian (Robert), professeur, consultant scientifique auprès du directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche, suppléant.

Sur proposition du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports :

- Au titre de l'urbanisme :
- le directeur de l'urbanisme et des paysages, titulaire ;
- le chef du service de l'espace et des aires, suppléant.

Représentant la confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.) :

- M. Queffin (François), titulaire ;
- M. Merillon (Yves), suppléant.

Représentant la confédération française de l'encadrement (C.F.E.C.) :

- M. Traverso (Bernard), titulaire ;
- M. Fleury (Michel), suppléant.

Représentant la confédération générale du travail (C.G.T.) :

- Mme Hervelli (Lydia), titulaire ;

Au titre des transports :

- le directeur des affaires économiques, financières et administratives, titulaire ;
- M. Beaubillard (Gilbert), chargé de mission auprès du directeur des affaires économiques, financières et administratives, suppléant.

Sur proposition du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle :

- Mme Aubry (Martine), directeur des relations du travail, titulaire ;
- M. Jezequel (Claude), sous-directeur des risques professionnels, suppléant.

Sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie :

- le chef du département Espace-Océan-Environnement, titulaire ;
- M. Cruette (Jacques), chargé de mission, suppléant.

Sur proposition du ministre de la culture :

- le directeur du patrimoine, titulaire ;
- Mme Roux (Claude), chargée de la mission Relations extérieures auprès du directeur du patrimoine, suppléante.

Sur proposition du ministre délégué à la jeunesse et aux sports :

- le directeur du temps libre et de l'éducation populaire, titulaire ;
- le sous-directeur de l'innovation sociale, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation :

- le directeur de la consommation et de la répression des fraudes, titulaire ;
- le chef du département du développement de la vie associative, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie :

- le directeur général de l'énergie et des matières premières, titulaire ;
- le directeur du gaz, de l'électricité et du charbon, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé :

- le directeur général de la santé, titulaire ;
- le sous-directeur de la prévention générale et de l'environnement, suppléant.

Sur proposition du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer :

- le chef de la section Action de l'Etat en mer de la mission interministérielle de la mer, titulaire ;
- le commissaire principal de la marine Laurens (Olivier), suppléant.

Sur proposition du directeur général de l'Office national des forêts :

- le directeur général, titulaire ;
- le directeur technique, suppléant.

Art. 3. - Sont désignés, sur proposition du ministre de l'environnement, en qualité de personnalités exerçant un mandat électif, comme membres du Haut Comité de l'environnement, pour une période de deux ans :

- | | |
|-------------------------------|--------------------------|
| M. Fuchs (Jean-Paul). | Mme Nebout (Jacqueline). |
| Mme Jacq (Marie). | M. Pietrasanta (Yves). |
| M. Joseph (Jean-Pierre). | M. Stasi (Bernard). |
| M. Larbiou (Yves). | M. Vailin (Camille). |
| Mme Lienemann (Marie-Noëlle). | |

Art. 4. - Sont désignés, sur proposition du ministre de l'environnement, en qualité de personnalités exerçant un mandat syndical, comme membres du Haut Comité de l'environnement pour une période de deux ans :

M. Poupon (Gilles), suppléant.

Représentant la confédération générale du travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.) :

- M. Soustre (Louis), titulaire ;
- M. Tolems (Gilbert), suppléant.

Représentant la fédération de l'éducation nationale (F.E.N.) :

- M. Legrand (Daniel), titulaire ;
- M. Minet (Claude), suppléant.

RÉSEAU "BILAN ET PERSPECTIVE DE LA FFSPN"

Le thème général de la prochaine Assemblée Générale qui aura lieu en Mai 1986 est "Bilan et perspective de la FFSPN".

Le Conseil d'Administration lors de sa dernière réunion a amorcé une première réflexion sur ce thème. La trame définitive sera fixée par le C.A. du 27 Septembre. Cependant, en présentant, dès maintenant, aux associations les principaux thèmes évoqués, elles pourront faire part de leurs remarques et de leur éventuel engagement pour travailler sur un sujet ou un autre.

Six axes de réflexion ont semblé intéressants à développer :

- 1 Historique général depuis la création en 1968 de la FFSPN avec les principales dates intérieures ou "extérieures".
- 2 Evolution de la FFSPN dans sa structure, ses locaux, le personnel, etc...
- 3 Place de l'environnement dans l'opinion publique depuis 15 ans.
- 4 Les grands thèmes d'action: Analyse de la motivation de départ, méthodes utilisées, résultats, critique et position actuelle.

PAR EXEMPLE :

- protection des espèces sauvages (dont la chasse)
- pesticides...agriculture
- déchets

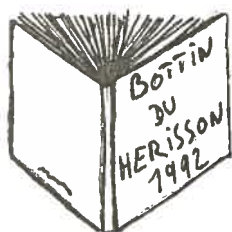
5 La Fédération par rapport à ses associations

6 La Fédération par rapport au pouvoir

7 Ses "productions" (techniques)

Ceci n'est qu'une première approche, rien n'est décidé, rappelons-le.

Josette Benard
Responsable du Réseau



NOUVELLE ASSOCIATION ADMISE A LA FFSPN

NATURE DIFFUSION

Siège : 11, square Lamartine
91000 Evry

Tel : 078.91.25 (MR Chery)

Cette association assure la réalisation et la distribution de divers articles d'information sur la nature et les questions d'environnement : (expositions, montages audiovisuels, brochures, plaquettes etc.).

Créée en Août 1983, elle a déjà sur son actif trois expositions animalières : "Les nuisibles", "Les rapaces", "Les abeilles" - (en préparation) et une quatrième consacrée au traitement des déchets.

Elle a réalisé également deux brochures intéressantes : "Les rapaces" et "L'eau et sa pollution par les nitrates".

SITE'85

En Octobre prochain, (du 22 au 25 octobre), au Parc des Expositions de la porte de Versailles se déroulera la SEMAINE INTERNATIONALE DES TECHNIQUES DE L'ENVIRONNEMENT (SITE'85).

Sous le patronage du Ministère de l'Environnement, l'objectif de ce salon est de montrer les techniques, produits, services, méthodes, métiers qui concourent à la préservation et l'amélioration de l'Environnement, des ambiances de travail, de la qualité de la vie et à la prévention des risques.

"Toutes ces démonstrations" se feront au travers :

- d'un salon d'exposition de 5 000 M2.
- des colloques à caractère scientifique et technique.
- d'un atelier d'échanges de formation et d'information.

Le SITE'85 s'adresse :

- aux entreprises dont l'activité est liée à l'environnement.
- aux collectivités locales.
- aux associations de l'Environnement ou de consommateurs, aux comités d'entreprise, d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
- aux futurs acteurs de l'Environnement (élèves ingénieurs, techniciens...) et aux organismes de recherche de formation en environnement.

Le Ministère de l'Environnement a offert à la FFSPN la possibilité de tenir le stand réservé aux Associations.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir nous faire savoir, très rapidement, si vous disposez de panneaux ou matériels divers susceptibles d'être présentés sur ce stand sur le thème "La lutte contre la pollution"

**ENCORE UNE PAGE
QUI PEUT
RAPPORTER DE L'ARGENT**

UN MECENE ?
POURQUOI PAS ?

Depuis le début de l'année, la FFSPN a effectué une réflexion et une prospection sur les possibilités de mécénat.

Tout n'est pas simple. Il faut trouver des gens prêts à donner de l'argent et il faut ensuite qu'ils nous conviennent (et tout le monde n'est pas d'accord sur les limites).

En Février 1985, nous avons proposé au Ministère de l'Environnement de lancer une campagne sur le mécénat pour la protection de la Nature. "Intéressant!" nous a répondu le conseiller technique mais il réfléchit encore.

Compte tenu qu'il est impossible d'attendre la fin de la réflexion du Ministère et après avoir étudié la question avec un cabinet de relations publiques, nous allons essayer nous-mêmes.

3 opérations FFSPN ont été ou vont être financées. C'est donc possible.

Aussi, nous nous proposons de dresser un catalogue de projets des associations membres de la FFSPN susceptibles d'intéresser un mécène et, soit en profitant des occasions, soit en recherchant systématiquement, nous présenterons ce catalogue à ceux qui ont des sous.

Envoyez-nous donc les dossiers que vous souhaiteriez voir financer. Si possible, avant le 15 septembre (mais il n'y a pas de dates limites, nous ajouterons au "catalogue" les projets au fur et à mesure qu'ils nous parviendront).

Dès que nous aurons trouvé un mécène intéressé, nous vous mettrons en relation avec lui et après... à vous de jouer.

QUELQUES CONSEILS.

- faire un dossier court, très beau (photos couleur très conseillées),
- bien énoncer,
 - . l'objectif recherché
 - . les moyens mis en oeuvre
 - . le résultat attendu (préciser les délais)
 - . le budget
 - . les concours obtenus, espérés ou souhaités
- ne pas oublier qu'un mécène, en général, veut financer un acte positif (éviter les campagnes contre...) et souhaite qu'il y ait du "concret" à la fin.
- bien indiquer qui contacter pour obtenir des précisions ou négocier (nom(s), adresse(s), numéro(s) de téléphone).

Le dossier idéal (mais parfois l'originalité prime !) comporte 4 fiches (objectifs, moyens, résultats, budget et concours).

Aidez-nous : envoyer vos dossiers sous forme de fiches insérées dans une feuille plastique comportant une perforation pour classeur (21 x 29,7)

VOUS AVEZ DES IDEES.

FAITES LES FINANCER.

"PENSEZ A UN TITRE ACCROCHEUR"

J.P. LE DUC



S'ABONNER A LA LETTRE DU HERISSON ?

De nombreuses personnes nous demandent comment s'abonner à la "Lettre du Hérisson"

RAPPEL

- . les conditions de diffusion et d'abonnement à la "Lettre du Hérisson" ont fait l'objet d'une circulaire aux associations envoyée en Octobre 84
- . la Lettre du Hérisson est un document interne qui remplace les anciens envois des circulaires. Elle est réservée exclusivement aux associations membres de la FFSPN.

QUI RECOIT "la Lettre du Hérisson".

- . chaque association reçoit au moins 1 exemplaire (association correspondante ou adhérente).
- . les associations adhérentes reçoivent 1 exemplaire par 300 F entier de cotisation versée. (de 400 à 600 F, 1 ex, de 601 à 900 F 2 ex; 901 à 1200 F 3 ex; etc).

Ces numéros sont expédiés aux adresses données par les associations (responsables de l'association, sections départementales, etc).

QUI PEUT S'ABONNER (pour disposer d'exemplaires supplémentaires)

Les associations adhérentes ou correspondantes exclusivement. Celles-ci donnent les adresses où les abonnements doivent être expédiés, cela peut-être :

- un responsable de l'Association (membre du C.A)
- une section départementale ou locale,
- une association membre.

COMBIEN CELA COÛTE ?

235,40 F (soit 220,00 F H.T) par an, cela représente 22 numéros/an.

COMMENT FAIRE ?

- . Adresser à la FFSPN Paris sur papier à en-tête de l'association (ou sur le formulaire diffusé en Octobre 84) une demande précisant :
 - le nombre d'abonnements
 - la ou les adresses où les numéros doivent être expédiés.Cette demande doit être signée du président de l'association adhérente à la FFSPN.
- . joindre un chèque à l'ordre de la FFSPN.